

DEPARTEMENT DU FINISTERE



Commune de PLOMODIERN

Modification n°1 du PLAN LOCAL D'URBANISME

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

URBANISME PARTAGE

TANGUY/BESREST/AGAP

Octobre 2019

SOMMAIRE

Préambule.....	3
1 - CADRE REGLEMENTAIRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	4
2 -RAPPEL DES ORIENTATIONS DU PADD du PLU APPROUVE.....	5
3 - SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ORGANISATION DU TERRITOIRE.....	6
4- L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	7
5 - ANALYSE DES INCIDENCES DE LA REVISION ALLEGEE DU PLU.....	8
6- RESUME NON TECHNIQUE.....	18
 Annexe : arrêté de Mme la Présidente de la CCPP prescrivant la modification n°1 du PLU de Plomodiern...	 20

PREAMBULE

La CCPCP (Communauté de Communes de Pleyben - Châteaulin - Porzay) créée le 1er janvier 2017 est issue de la fusion de deux EPCI :

- ◆ la communauté de communes de la région de Pleyben, non comprise dans un périmètre de SCoT
- ◆ la communauté de communes du Pays de Châteaulin et du Porzay, couverte par un SCoT approuvé en juin 2016.

Depuis son adhésion au pôle métropolitain du Pays de Brest, la nouvelle communauté de communes est incluse dans le périmètre du SCoT du pays de Brest. Pour autant, la couverture de la CCPCP par un SCoT applicable n'interviendra qu'à l'occasion de la révision du SCoT du Pays de Brest qui a été prescrite en avril 2019,

La commune de Plomodiern est couverte par le SCoT de la Communauté de Communes du pays de Châteaulin et du Porzay. Elle dispose, depuis le 3 mars 2014, d'un Plan Local d'Urbanisme (voir règlement graphique en annexe, p.20) , qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Ce PLU a fait l'objet d'une révision allégée approuvée le 18 décembre 2017, qui a également fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Par délibération en date du 6 novembre 2018 la communauté de communes a prescrit l'élaboration d'un PLUi à l'échelle intercommunale.

La procédure d'élaboration d'un PLUi étant une procédure longue, la commune de Plomodiern a sollicité une modification de son PLU afin d'adapter quelques éléments qui se sont avérés complexes ou inadaptés à l'usage du PLU. C'est la Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin Porzay qui conduit la procédure de modification du PLU suite au transfert de la compétence urbanisme.

Par arrêté en date du 8 mars 2019, Mme la Présidente de la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay a prescrit la modification n°1 du PLU de Plomodiern.

Les évolutions souhaitées pour le PLU portent sur les points suivants :

- ◆ Apporter des corrections et améliorations diverses au règlement des zones U, A et N
- ◆ Modifier certaines dispositions graphiques du PLU en lien avec des erreurs matérielles
- ◆ Supprimer l'emplacement réservé n°1

Les évolutions envisagées :

- ◆ Ne changent pas les orientations définies par le PADD,
- ◆ Ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- ◆ Ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

Le code de l'urbanisme indique que "sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de

programmation ou le programme d'orientations et d'actions" (article L153-36 du code de l'urbanisme). Du fait de leur nature, les évolutions souhaitées n'entrent pas dans le cadre d'une procédure de révision. La procédure de modification régie par les articles L153-41 à L153-44 est ainsi adaptée afin de faire évoluer le PLU.

1 - CADRE REGLEMENTAIRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale des "plans et programmes" résulte de la transposition française de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Cette directive pose le principe que tous les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et qui fixent le cadre ultérieur d'autorisations d'aménagements et d'ouvrages, doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption. La directive a été transposée en droit français aux codes de l'environnement (articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24) et de l'urbanisme (articles L.104-1 à L.104-8, R.104-1 à R.104-33 et R.151-3).

L'évaluation environnementale d'un plan ou programme est définie (article L.122-4 du code de l'environnement) comme un processus constitué de l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales, la réalisation de consultations, la prise en compte de ce rapport et de ces consultations lors de l'approbation du plan ou programme et la publication d'informations sur la décision. L'évaluation environnementale doit avant tout être considérée comme un outil d'aide à la décision et doit traduire une véritable démarche d'intégration de l'environnement. Son objet est préventif et doit permettre de faire les choix qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

L'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement pour les PLU, dite "Autorité Environnementale (AE)", est la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) selon l'article R.104-21 2° du code de l'urbanisme. Parallèlement à la transmission aux personnes publiques associées du dossier de PLU arrêté, la collectivité compétente doit saisir la MRAe, par une transmission spécifique, afin de recueillir son avis en tant qu'autorité environnementale.

Selon les articles R. 104-9 et R. 104-10 du code de l'urbanisme, la modification du PLU de la commune de Plomodiern est concernée par une évaluation environnementale systématique, en tant que :

- ◆ commune comprenant tout ou partie du site Natura 2000 dénommé "Complexe de Menez Hom" (ZSC FR5300014) ;
- ◆ commune littorale au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement.

L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du projet, aux effets de sa mise en œuvre, ainsi qu'aux enjeux de la zone considérée. Elle doit permettre d'analyser les effets du projet sur l'environnement et de prévenir les éventuelles conséquences dommageables sur l'environnement. Cette analyse comporte un état des lieux de l'environnement, une analyse des impacts prévisibles, une justification des choix, les mesures pour éviter, réduire voire compenser les incidences sur l'environnement et un résumé non technique.

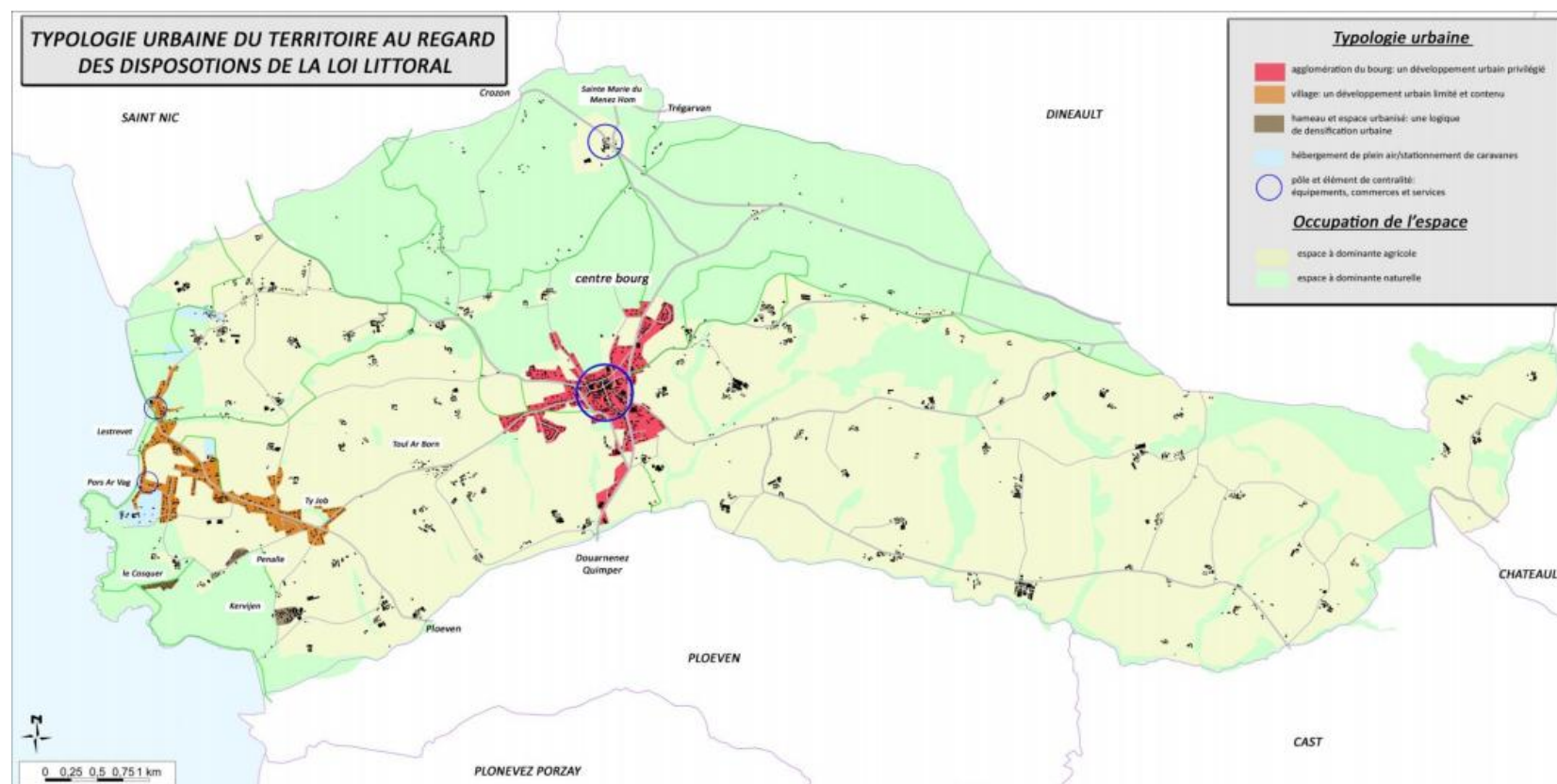
2 -RAPPEL DES ORIENTATIONS DU PADD du PLU APPROUVE

Le PADD du PLU, débattu en conseil municipal le 15 janvier 2013, s'organise autour des 5 orientations suivantes :

- ♦ Assurer un développement urbain maîtrisé respectueux des équilibres locaux par une politique cohérente en matière d'habitat, en modérant la consommation d'espace
- ♦ Conforter le poids économique de la commune en tant que pôle secondaire à l'échelle du Pays de Châteaulin et du Porzay
- ♦ Promouvoir une politique cohérente des déplacements
- ♦ Favoriser une armature d'équipements et de services performants dans une logique d'attractivité de la commune
- ♦ Préserver et valoriser les espaces et les ressources naturelles pour un territoire dynamique

**PADD de
Plomodiern**

PLU approuvé le
03/03/2014

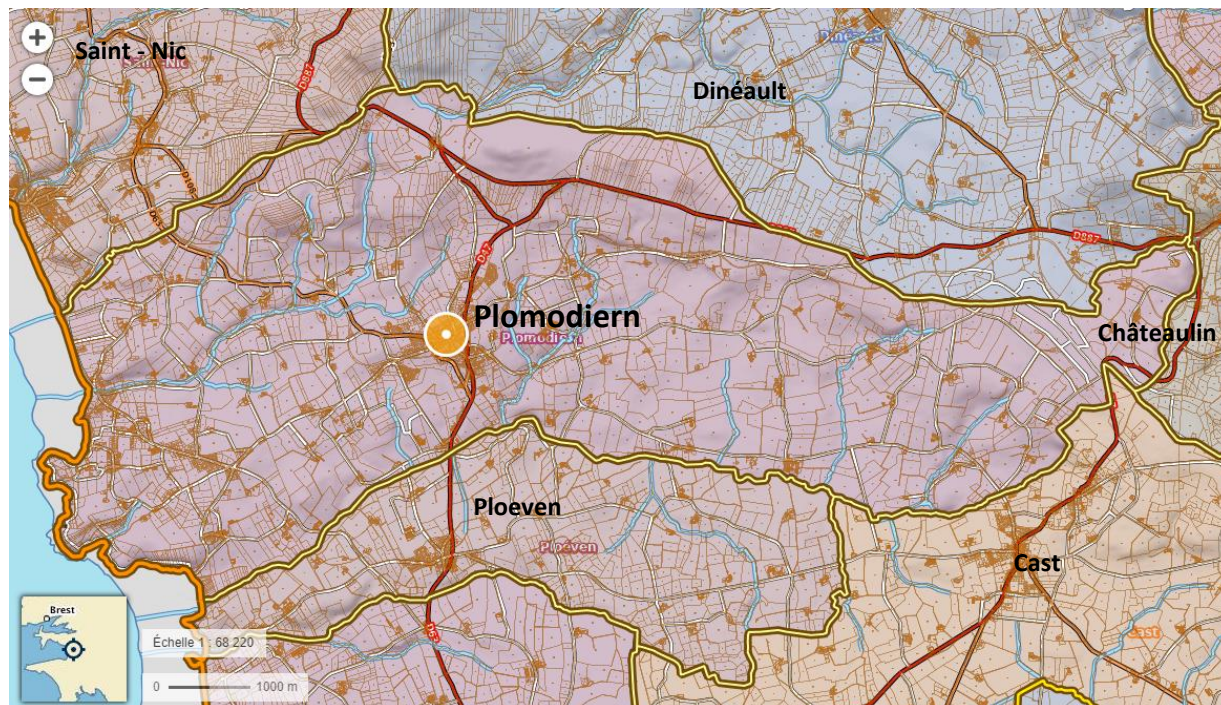


3 - SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ORGANISATION DU TERRITOIRE

Possédant un linéaire côtier d'environ 6,5 km, la commune de Plomodiern s'établit à l'Ouest du département du Finistère au fond de la baie de Douarnenez. D'une superficie de 4675 hectares, la commune de Plomodiern compte au recensement INSEE mis à jour en 2016, 2083 habitants, soit une densité de 44,6 hts/ km². Cette densité se révèle largement inférieure à la moyenne départementale (127 hts/km²), ce qui souligne le caractère rural du territoire.

Bénéficiant d'une position de carrefour à l'interface entre plusieurs entités géographiques, dont le bassin de Châteaulin, la Presqu'île de Crozon et le Sud Cornouaille, la commune de Plomodiern se positionne à :

- ◆ 28 km au Nord-Ouest de Quimper, préfecture du département,
- ◆ 12 km à l'Ouest de Châteaulin, chef lieu d'arrondissement,
- ◆ 18 km au Nord de Douarnenez, pôle d'emplois et de services.
- ◆ 58 km au Sud de Brest, pôle d'emplois et de services à l'échelle du département du Finistère



Plan de situation (source : Geoportail, 2019)

La commune de Plomodiern se caractérise par une structure urbaine assez spécifique associant un centre bourg ancien et ses développements pavillonnaires récents, un pôle littoral aux fonctions résidentielles et touristiques et enfin un habitat rural agricole, en cours de résidentialisation. Cette spécificité, liée à la configuration du territoire et son histoire, conditionne également la composition du parc de logements entre une frange littorale dominée par les résidences secondaires et l'agglomération du bourg de Plomodiern, composée majoritairement de résidences principales.

La commune compte 28,7% des résidences secondaires ou occasionnelles.

4- L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le diagnostic environnemental de la commune a été réalisé lors de l'élaboration du PLU. Il figure dans le rapport de présentation du PLU approuvé le 3 mars 2014. Le résumé non technique de l'état initial de l'environnement figure ci-après

La commune de Plomodiern dispose de fortes potentialités, notamment d'un point de vue environnemental et paysager. En effet, de nombreux espaces naturels d'intérêt écologique, agro-économique et paysager se composent au sein de la commune. Celle-ci bénéficie de plusieurs zones humides et boisements (fonds de vallée : ruisseau du Kerharo et le Meil Pont) qui participent au bon fonctionnement des écosystèmes. Ces milieux sont une réserve de biodiversité et correspondent à des couloirs de déplacement pour les espèces.

De manière générale, l'implantation urbaine est relativement éclatée sur l'ensemble de la commune avec de nombreux espaces non bâtis. L'espace littoral a connu un développement de l'urbanisation, liée à l'activité touristique (résidence secondaire, camping) qui marque le paysage.

L'activité agricole a progressivement modifié et modelé le paysage de Plomodiern qui est aujourd'hui globalement composé de grandes zones herbagères maillées de haies arbustives et ponctuées d'arbres ou de petits massifs boisés et de zones de terres arables. La qualité du patrimoine naturel de la commune, reconnue tant au niveau local que national, a conduit à ce que l'un des sites emblématique de la commune soit classé au titre de Natura 2000 : site Natura 2000 du "Complexe du Menez Hom-Argol".

D'autres sites participent à la diversité des paysages notamment le long de l'espace littoral qui bénéficie d'éléments emblématiques : falaises de Lestrevet, cordons dunaires, marais de Kervijen. Ces milieux naturels construisent le réseau écologique de la commune, et abritent des habitats naturels et des espèces sauvages. Tous ces milieux forment le réseau écologique et construisent la trame verte et bleue du territoire.

La commune est également dotée d'un potentiel en matière énergétique puisqu'elle dispose d'un parc éolien, installé sur les hauteurs de Menez Quelc'h.

L'extension de l'urbanisation se fera en continuité des parties agglomérées actuelles, c'est-à-dire l'agglomération du bourg et le village littoral. Ces parcelles sont occupées par des milieux cultivés, des prairies pâturées ou friches. Ces zones sont majoritairement réservées pour l'habitat, sauf pour le Sud où la commune envisage de développer son tissu économique." (Commune de Plomodiern – Elaboration du Plan local d'Urbanisme – Rapport de Présentation, mars 2014).

A noter que depuis l'approbation du PLU de Plomodiern, le SAGE de la baie de Douarnenez a été approuvé par arrêté préfectoral le 21 décembre 2017.

Le territoire communal est couvert par les périmètre de connaissance, protection et/ou gestion du patrimoine naturel suivants :

Réseau Natura 2000 : Zone Spéciale de Conservation (ZSC) "Complexe du Menez Hom" (FR5300014)

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 :

- ✓ Landes et tourbières du Menez-Hom – Kerfréval
- ✓ Menez Kerque – Montagne Saint Gildas

- ✓ Landes de Cotor nec -Saint Gildas
- ✓ Landes et tourbières des Run-Braz, Run Bihan et Run-Askel
- ✓ Landes et pelouses de la pointe de Tolagrip à Kervigen

Espaces Naturels Sensible du Département : le bois de Saint-Gildas (communes de Cast, Châteaulin et Plomodiern)

Site inscrit : Menez Hom (26/07/1965) et Site côtier de la baie de Douarnenez (30/11/1965)

Site classé : Menez Hom (14/10/2004)

L'ensemble de ces zones est intégré dans la Trame Verte et Bleue et figurent en zones naturelles protégées (différentes zones N) dans le PLU de 2014.

5 - ANALYSE DES INCIDENCES DE LA MODIFICATION ALLEGEE DU PLU

Une grande partie des changements des adaptations aboutissant à la modification du PLU de Plomodiern consiste en la rectification d'erreur matérielle ou en des mises à jour (voir analyse p. 15 à 17). L'essentiel des impacts relève de l'adaptation du PLU à la loi ALUR concernant les bâtiments à usage d'habitation, situés en zone A et N. Les incidences de cette modification sont développées ci-après.

5.1 LA GESTION DES BATIMENTS D'HABITATION EXISTANTS EN ZONES AGRICOLES ET NATURELLES

MODIFICATION DU PLU : il est proposé, conformément aux nouvelles dispositions prévues par la loi ALUR du 24 mars 2014, d'introduire dans le règlement écrit des dispositions permettant d'autoriser en zones A l'extension des maisons à usage d'habitation et leurs annexes dans les mêmes conditions que les zones Ah et Nh. A noter que la notion de "dépendances" est supprimée dans la loi ALUR ; on parle dorénavant de "constructions principales" et "d'annexes" (détachés de la construction principale).

Le règlement de la zone A est ainsi complété pour autoriser les extensions et annexes. Les possibilités d'extension des constructions admises en zone Ah et Nh ont respectivement été étendues à la zone A.

Il est également précisé la distance maximale d'implantation des annexes par rapport au corps principal de l'habitation. L'enveloppe de 20 mètres préconisée par la doctrine de la CDPENAF du Finistère est retenue.

Les modifications du règlement proposé portent essentiellement sur l'article 2 (occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières) de la zone A, auxquels les points suivants ont été ajoutés ou modifiés :

(...) la construction de bâtiments annexes ~~et dépendances~~ aux logements de fonction liés à l'activité agricole à condition de ne pas créer de logement supplémentaire et sous réserve qu'ils soient implantés ~~à proximité du~~ dans une enveloppe de 20 m du logement de fonction. Ces annexes ~~ou dépendances~~ devront aussi être limitées tant en nombre qu'en surface, sans toutefois dépasser 30 m² ~~de surface de plancher~~ d'emprise au sol.

L'extension en continuité des habitations existantes, en une seule fois, sans création de logements supplémentaires. L'extension autorisée sera d'autant plus importante que le bâtiment d'origine est petit, ceci afin de permettre une habitabilité correcte. Il sera admis au maximum :

Emprise au sol	Emprise au sol maximale de l'extension
inférieure à 100 m ²	40 m ² de surface maximale
comprise entre 100 et 150 m ²	35 % de la surface initiale
comprise entre 150 et 200 m ²	30 % de la surface initiale
supérieure à 200 m ²	20 % de la surface initiale

On notera également que la notion de surface de plancher maximale est remplacée par la surface maximale d'emprise au sol, ce qui a pour conséquence d'augmenter potentiellement les surfaces d'emprises au sol.

INCIDENCES

La consommation d'espace : Cette modification qui n'autorise pas les constructions neuves mais seulement les extensions et annexes de façon très cadrée et uniquement en zone agricole répond au principe de gestion économe de l'espace et densification. Elle est conforme à l'orientation du PADD " Proscrire le développement de l'urbanisation dans les hameaux".

Impacts sur les sols – le relief : La modification ne permet pas la réalisation de grand projet d'infrastructure qui pourrait générer de forts mouvements de terre et par conséquent provoquer des modifications du sous-sol ou influencer le relief de la commune.

Climat et qualité de l'air : Compte tenu de sa nature et de sa faible importance, la modification n'a pas d'impact sur le changement climatique et la qualité de l'air

L'eau et les milieux aquatiques :

La connaissance via les inventaires communaux et la cartographie de la trame verte et bleue dans le PLU favorise la protection des cours d'eau et zones humides et le maintien de la qualité des eaux sur les bassins versants concernés. Les secteurs où il existera des possibilités d'extension en continuité du bâti existant sont éloignés des cours d'eau et zones humides.

La limitation de l'urbanisation en campagne permet de réduire les surfaces imperméables, qu'elles soient générées par les constructions ou par les infrastructures et réseaux.

Les principales incidences prévisibles de la modification du règlement des zones Nh, Ah et A sur l'hydrologie sont liées à l'augmentation des volumes des rejets urbains (eaux usées et pluviales) liés aux extensions et annexes susceptibles d'être construites.

Compte tenu du cadre réglementaire limitant fortement l'emprise des constructions, les surfaces imperméabilisées supplémentaires seront donc insignifiantes. L'impact des eaux pluviales issues des extensions en zone A et N sur la ressource en eau sera insignifiant.

En outre, Le règlement du PLU (art. A4) précise que : *"Les eaux pluviales devront être évacuées par le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales s'il existe. A défaut de réseau collectif, les eaux pluviales doivent être traitées par une installation autonome d'assainissement et de rejet adaptée au projet. Tout nouveau projet de construction ou d'aménagement créant de nouvelles surfaces imperméabilisées devra intégrer un dispositif de stockage ou d'infiltration, soit global, soit à la parcelle, de nature à réguler le débit d'occurrence décennale générée par la parcelle d'origine. Un système d'infiltration sera privilégié à tout autre système de régulation. Les candidats à la construction devront, dans la mesure du possible intégrer dès l'origine de leurs conceptions, des systèmes permettant la réutilisation des eaux pluviales."*

L'ensemble des zones A et N figurant dans le PLU ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement collectif. Les extensions sont susceptibles de générer une augmentation des effluents domestiques et donc un impact sur la qualité des milieux aquatiques. Cet impact dépend de l'efficacité des dispositifs ANC en matière de traitement des eaux usées. Les habitations concernées par les futures extensions en zones N et A devront être équipées de dispositifs d'assainissement non collectif (ANC) aux normes en vigueur. Les études pédologiques préalables et leurs contrôles par la CCPCP (compétence "Service Public d'Assainissement Non Collectif" ou SPANC) permettent en effet d'assurer la faisabilité et le fonctionnement correct des dispositifs ANC.

Ainsi, Le règlement du PLU (art. A4) précise que : *"Les eaux usées devront être évacuées par le réseau collectif d'évacuation des eaux usées s'il existe. A défaut, les constructions ne seront autorisées que dans la mesure où les eaux usées qui en seront issues pourront être épurées et éliminées par un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux règlements en vigueur. La nature du sol étant déterminante pour accorder l'autorisation de construire, des sondages complémentaires seront exigés auprès du pétitionnaire dans le cadre du permis de construire."*

La modification du PLU ne devrait avoir aucune incidence sur la masse d'eau souterraine profonde car l'état chimique dépend essentiellement de pollutions agricoles qui n'ont pas vocation à être gérées par les documents d'urbanisme.

La gestion de la ressource en eau

Les périmètres de protection des captages destinés à l'alimentation en eau potable de Lesaff/Kergaoc et de Dour Bihan/Coat Rus (sur Plomodiern et Dinéault) sont strictement protégés dans le PLU du fait de leur prise en compte dans les servitudes d'utilité publique correspondants et dans le règlement écrit de du PLU par un zonage Ap, Nsp et Nbp indicé soumis au règlement de l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique le captage AEP.

L'ensemble des constructions comprises dans les périmètres de protection de captage figure déjà en zone Nbp, Nsp et Ap dans le PLU et n'est donc pas concerné par la modification. La modification du PLU n'a donc pas d'impact sur la qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable.

Les nouvelles extensions de bâtiment d'habitation pourraient engendrer une augmentation des consommations d'eau (par augmentation possible du nombre d'habitants par maisons) mais de façon très faible.

Le règlement du PLU (art. A4) précise en outre que : "*Toute construction, installation nouvelle ou réhabilitation qui requiert une alimentation en eau doit être desservie par une conduite de distribution de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau collectif d'adduction d'eau sous pression.*".

Sur le reste du territoire, la modification du PLU ne prévoit aucune ouverture à l'urbanisation pour des activités potentiellement polluantes pour la ressource en eau.

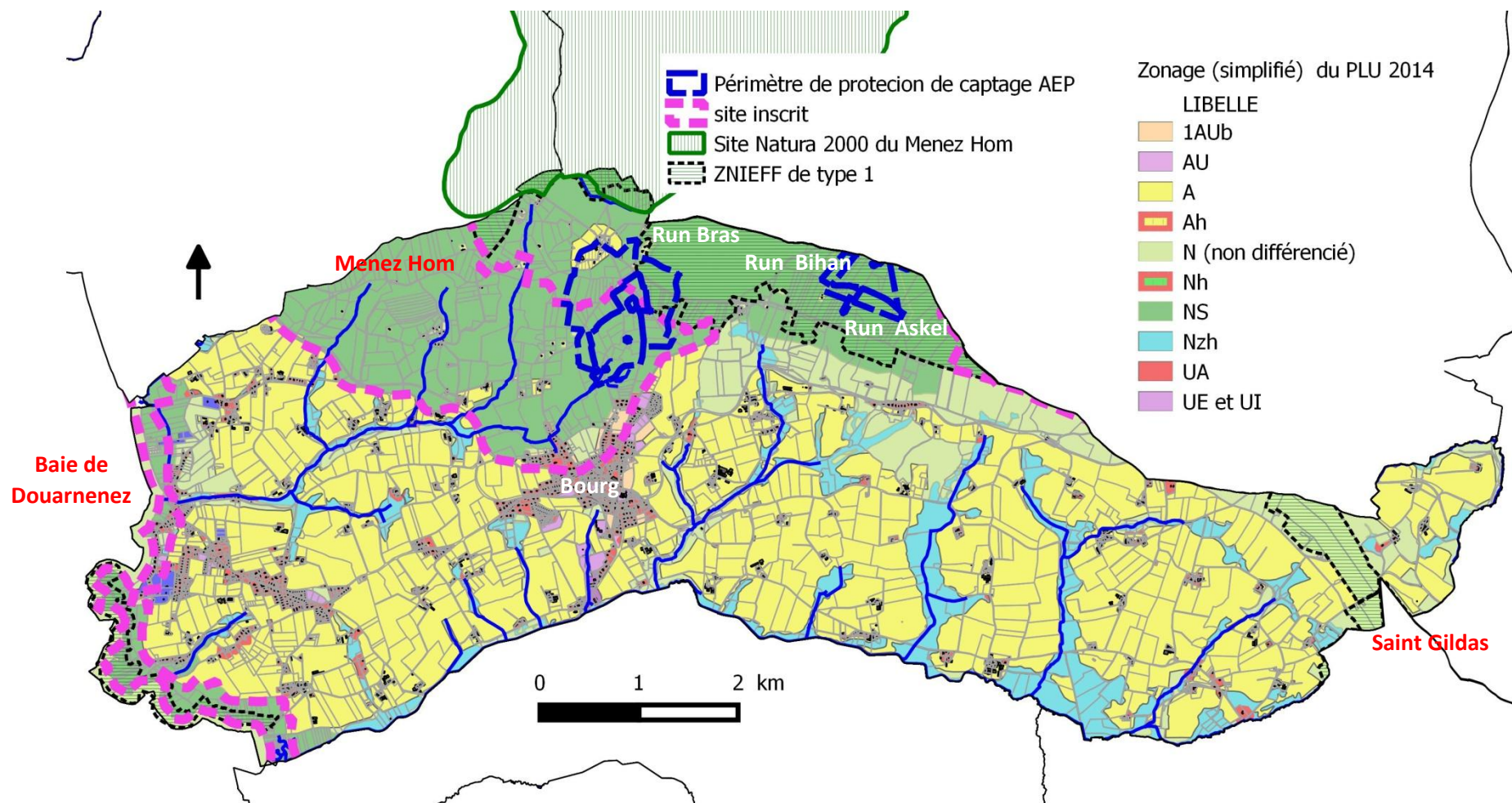
La biodiversité, la faune et la flore

Dans le PLU actuellement en vigueur, la préservation de l'essentiel du bocage au titre de l'article L 151-19 du code de l'urbanisme permet d'assurer la pérennité d'un habitat privilégié pour la faune et la flore (voir annexe, p. 20)..

A noter que les zones NA, Nb, Nbp, Nm, NN, Ns et Nsp ne sont pas concernées par la modification du règlement . La modification porte seulement sur la zone Nh où les extensions sont déjà autorisées.

Aucune zone constructible A impacté par la modification (et en particulier par l'extension limitée et annexes autorisées en continuité des habitations existantes) n'est située dans l'emprise d' un périmètre d'identification, de protection ou de gestion d'espaces naturels remarquables : ZNIEFF, Site Natura 2000...). **Aucune atteinte n'est portée à l'intégrité de la ZSC "Complexe du Menez Hom"** (voir carte p. suivante).

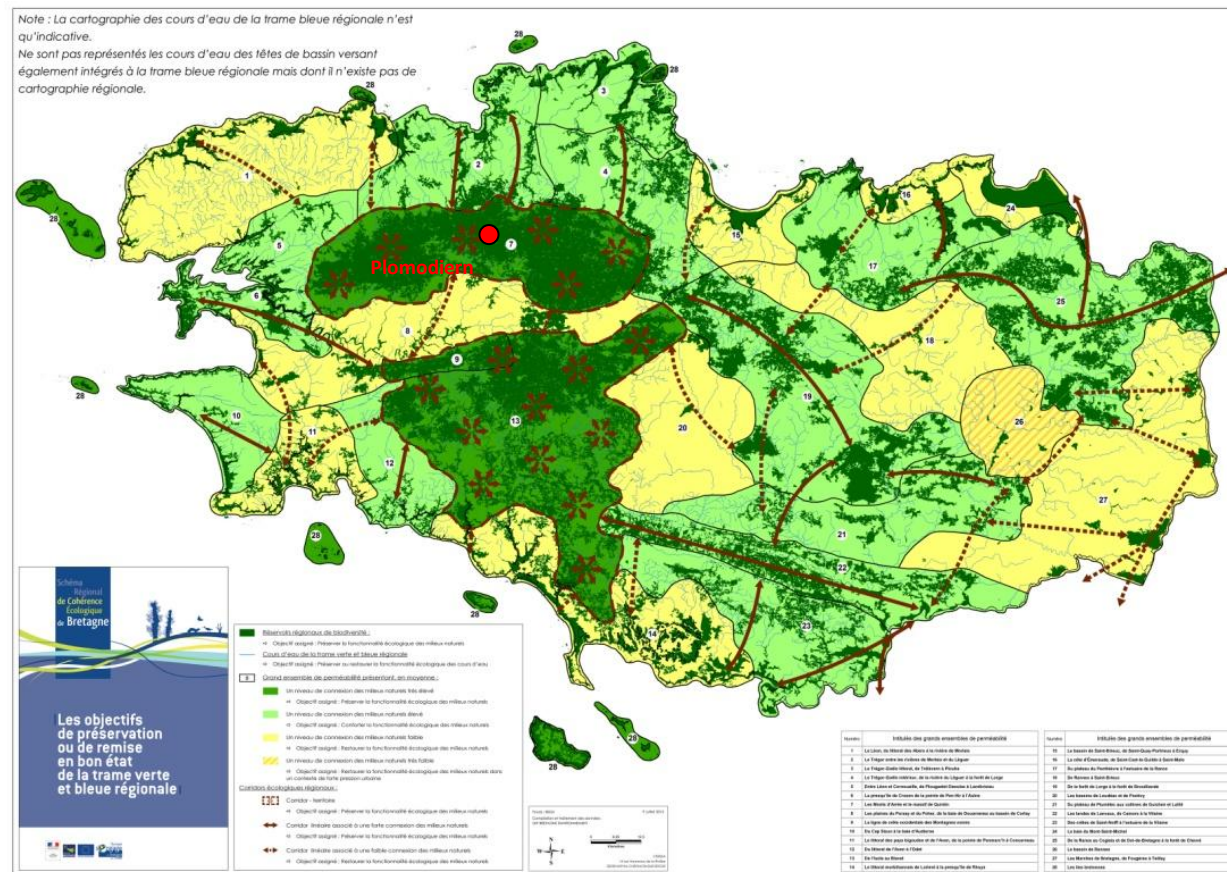
La modification ne concerne pas l'Espaces Natures Sensible du Département du Finistère du bois de Saint-Gildas (communes de Cast, Châteaulin et Plomodiern).

Le PLU de Plomodiern et le patrimoine naturel

Compatibilité avec le SRCE

La commune de Plomodiern appartient au Grand Ensemble de Perméabilité (GEP) n° 8 du SRCE Bretagne "Les plaines du Porzay et du Poher, de la baie de Douarnenez au bassin de Corlay". Le niveau de connexion des milieux naturels y est globalement faible, mais avec une bonne à très bonne connexion au sein des vallées. La vallée de l'Aulne (au nord de Plomodiern) en particulier constitue un corridor écologique régional connectant la presqu'île de Crozon et les Montagnes noires. L'objectif principal de ce GEP est de restaurer la fonctionnalité écologique des milieux naturels. L'action prioritaire en matière d'urbanisation est la suivante : ***"élaborer des documents d'urbanisme, conjuguant sobriété foncière et prise en compte de la trame verte et bleue"***.

Extrait du SRCE Bretagne, 2015



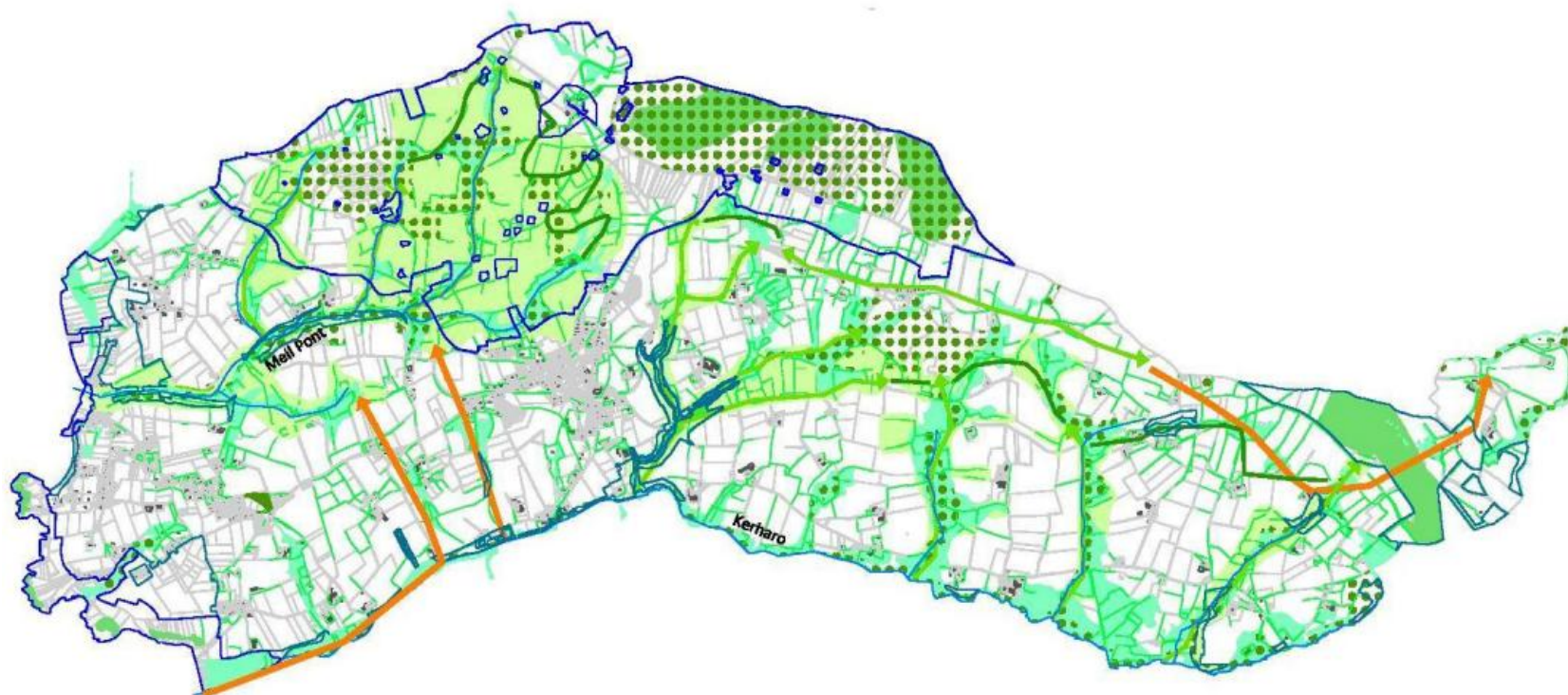
Le site Natura 2000 dite "Zone Spéciale de Conservation" (ZSC n°FR5300014) du "Complexe du Menez Hom-Argol" constitue un réservoir de biodiversité. La partie du site sur Plomodiern couvre seulement 5,3 ha sur les 1 830 ha du site. La modification du PLU n'a aucun impact sur la ZSC (en zone N dans le PLU en vigueur) et donc sur la biodiversité et la circulation des espèces à l'échelle régionale.

En outre, les possibilités nouvelles d'extension et d'annexes ne concernant que les bâtiments d'habitations existants, et, les éléments de la trame verte et bleue qui a été identifiée dans le PLU approuvé (les zones humides, les arbres remarquables, le bocage, les bois) n'étant pas impactés, la modification du PLU est compatible avec le SRCE.

En effet, compte tenu du cadre réglementaire limitant fortement l'emprise des constructions, les surfaces urbanisées supplémentaires seront insignifiantes.

La Trame Verte et Bleue

PLU de Plomodiern
approuvé le
03/10/2014



- | | |
|-------------------------------------|--|
| Continuités: | Trame verte: |
| ← Corridors écologiques continus | □ Bocage (source: Breizh bocage) |
| — Corridors écologiques discontinus | ■ Landes |
| ← Corridors écologiques à restaurer | ■ Boisements |
| ■ Zones tampon | Classement en zones naturelles: |
| Trame bleue: | □ Espaces naturels remarquables |
| — Cours d'eau | □ Autres secteurs naturels (boisements, vallons) |
| ■ Zones humides | |

Le paysage

Les possibilités nouvelles d'extension et d'annexes ne concernant que le bâti existant, l'impact sur le paysage est limité. En outre, les règles en termes d'emprise et de hauteur permettent de cadrer l'aspect architectural des constructions. La distance maximale de 20 m entre l'habitation et l'annexe permet également d'éviter le mitage et ainsi de favoriser l'intégration paysagère des annexes.

Par ailleurs, aucune atteinte n'est portée à l'intégrité du site inscrit et classé du Menez Hom et du site inscrit côtier de la baie de Douarnenez, qui figurent en zone Ns dans le PLU en vigueur..

Les risques naturels et technologiques / Les nuisances : Les possibilités nouvelles d'extension et d'annexes ne concernant que le bâti existant dans l'espace rural et étant très limités spatialement, l'impact sur les risques et nuisances est insignifiant.

5.2 LES ADAPTATIONS DU REGLEMENT ECRIT

MODIFICATION DU PLU : Les modifications proposées figurent dans les articles concernés ci-après :

Article U6 : la règle générale relative à l'implantation des constructions par rapport aux voies communales et autres concernent les constructions **principales** or en secteur UA et UB il est fait mention des constructions ce qui inclut les annexes. Il est donc proposé **d'unifier le paragraphe entre les différents secteurs**. En secteurs UB et UC le terme "implantation particulière" est remplacé par le terme " **implantation différente**". **Le motif "pour la modification et l'extension de l'habitation principale" est ajouté à la liste des règles particulières.**

Article Ui6 : afin de permettre une implantation différente des constructions par rapport aux voies communales et autres, la règle de recul est non plus de 5 mètres mais de **5 mètres minimum**.

Article U10 : La hauteur maximale des constructions est donné pour les constructions **principales**. **La hauteur des annexes ne peut dépasser 4 m au point le plus haut ou 4,50 m si l'annexe est recouverte d'un toit à 2 pentes en ardoise.**

Article U13 : Le PLU approuvé préserve des éléments du paysage au titre de l'article L123-1-5 7° du code de l'urbanisme et assure ainsi le maintien d'un environnement naturel au sein des espaces agglomérés de la commune. Tout en maintenant la nature en ville via la protection d'éléments du paysage, la commune souhaite ne pas contraindre des opérations d'aménagement au motif de respecter un pourcentage d'espace vert trop important. C'est pourquoi la commune souhaite **réduire le % d'espaces verts à 10% en zones UB et Uc.**

INCIDENCES

Les modifications des articles U6, Ui6 et U10 offrent de meilleures potentialités pour donner forme au paysage urbain et mieux intégrer les constructions nouvelles.

La modification U13 réduit les potentialités d'extension de la Trame Verte et Bleue au sein des espaces urbanisés mais répond à la volonté de la loi ALUR de densifier ces espaces. L'impact potentiel est cependant à nuancer : les futures zones urbanisables (zones AU) ne font pas l'objet de modification du règlement et les OAP existantes sur ces zones AU laissent une place significative à la Trame Verte et Bleue.

5.3 - LA LEVEE DE L'EMPLACEMENT RESERVE N°1

MODIFICATION DU PLU : Le plan local d'urbanisme fixe 5 emplacements réservé aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts. Depuis l'approbation du PLU en 2014, l'opération ER n°1 "aménagement et sécurisation du carrefour à l'intersection entre la rue de la Montagne et la route de Châteaulin" a été réalisée. La modification du PLU prévoit donc d'actualiser la levée de cet emplacement réservé. Le nombre d'emplacement réservé passe donc de 5 à 4.

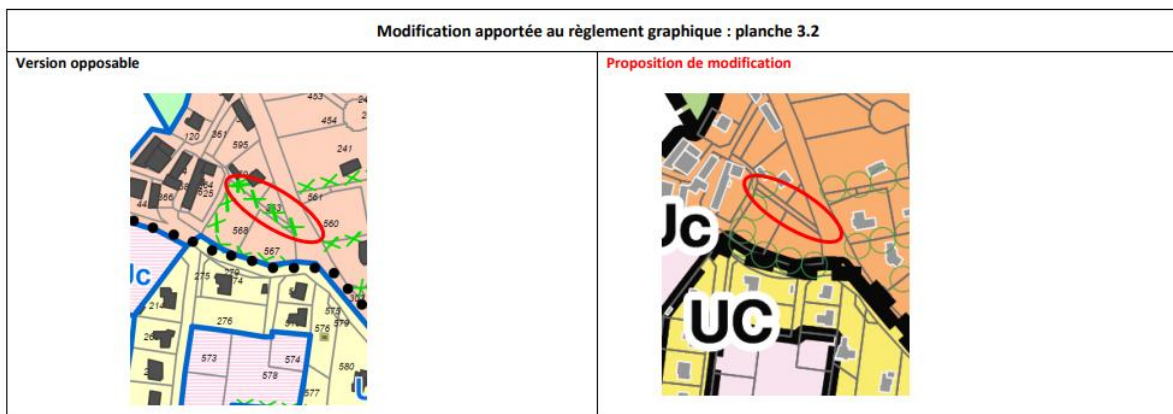
INCIDENCES : Cette modification de forme n'a pas d'impact environnemental sur le territoire de Plomodiern

5.4. CORRECTIONS DE CERTAINES DISPOSITIONS GRAPHIQUES – ERREURS MATERIELLES

MODIFICATION DU PLU :

La mise à jour du règlement écrit et graphiques concernent :

- les marges de recul par rapport aux routes départementales faisant suite à l'adoption du nouveau règlement de la voirie départementale du Finistère. Elle concerne les articles U6, Ui6, UL6, A6, N6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES pour les Routes départementales hors agglomération. Les constructions doivent être édifiées avec un recul au moins égal à celui qui figure suite à la modification du PLU.
- les bâtiments d'intérêt inventoriés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme (codification antérieure à la réforme du code de l'urbanisme de 2016) : il s'agit des chapelles recensées sur la commune : Chapelle Saint-Corentin, Saint-Sula et Saint-Sébastien. L'étoile rouge matérialisant la chapelle Saint-Sula est mal positionnée puisqu'elle porte non pas sur la chapelle mais sur une propriété bâtie
- les haies et talus arborés éléments du paysage à protéger ou à créer au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme (codification antérieure à la réforme du code de l'urbanisme de 2016) : Le PLU a identifié des éléments paysagers inventoriés dans le cadre du programme Breizh Bocage, ainsi que des éléments paysagers à créer ou renforcer dans le cadre d'un projet d'aménagement urbain. Au lieu-dit Reluyen, une clôture horticole mono spécifique a été identifiée au règlement graphique au titre des éléments du paysage à protéger (cf. photo et localisation ci-dessous).



- limite de la zone Nb de Sainte-Marie du Menez-Hom : Une zone Nb délimite le bâti non agricole au lieu-dit Sainte-Marie du Menez-Hom. Le cadastre de la commune ne matérialise pas deux bâtiments alors même que ceux-ci existent depuis fort longtemps. La délimitation du zonage Nb ayant été réalisée à partir du cadastre qui s'avère être erroné, il y a lieu de revoir la limite pour tenir compte de la réalité terrain.
- mise en cohérence de l'appellation de la zone 1AU "Rue Ster An Allé" avec l'OAP et le rapport de présentation : La commune de Plomodiern a défini 15 sites à urbaniser à dominante d'habitat (1AU et 2AU), dont 2 secteurs classés en zone 1AUb (Ty Lann et Route de Châteaulin) et 5 secteurs en zone 1AUc dont le secteur dénommé "Rue Ster An Allé". Au document graphique du PLU, le secteur " rue de Ster An Allé" est indiqué 1AUb alors que dans les autres pièces du PLU (rapport de présentation p.126 et OAP p.16) il figure en zone 1AUc. La modification proposée a pour objet de mettre en cohérence la dénomination du secteur au règlement graphique avec les autres pièces du PLU et donc de corriger l'erreur matérielle constatée.

INCIDENCES : Ces modifications de forme n'ont pas d'impact environnemental sur le territoire de Plomodiern

6- RESUME NON TECHNIQUE

6.1 - LE PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLU

La commune de Plomodiern est couverte par le SCoT de la Communauté de Communes du pays de Châteaulin et du Porzay. Par délibération en date du 6 novembre 2018 la communauté de communes a prescrit l'élaboration d'un PLUi à l'échelle intercommunale.

Plomodiern dispose, depuis le 3 mars 2014, d'un Plan Local d'Urbanisme, qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Par arrêté en date du 8 février 2019, Mme la Présidente de la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay a prescrit la modification n°1 du PLU de Plomodiern.

Les évolutions souhaitées pour le PLU portent sur les points suivants :

- ◆ Apporter des corrections et améliorations diverses au règlement des zones U, A et N
- ◆ Modifier certaines dispositions graphiques du PLU en lien avec des erreurs matérielles
- ◆ Supprimer l'emplacement réservé n°1

La modification la plus significative en terme d'environnement est l'extension des possibilités d'extension des constructions admises en zone Ah et Nh à la zone A.

Les évolutions envisagées :

- ◆ Ne changent pas les orientations définies par le PADD,
- ◆ Ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- ◆ Ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

6.2 - L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le diagnostic environnemental de la commune a été réalisé lors de l'élaboration du PLU, approuvé le 3mars 2014.

La commune de Plomodiern dispose de fortes potentialités, notamment d'un point de vue environnemental et paysager. En effet, de nombreux espaces naturels d'intérêt écologique, agro-économique et paysager se composent au sein de la commune. Celle-ci bénéficie de plusieurs zones humides et boisements (fonds de vallée : ruisseau du Kerharo et le Meil Pont) qui participent au bon fonctionnement des écosystèmes. Ces milieux sont une réserve de biodiversité et correspondent à des couloirs de déplacement pour les espèces.

De manière générale, l'implantation urbaine est relativement éparpillée sur l'ensemble de la commune avec de nombreux espaces non bâtis. L'espace littoral a connu un développement de l'urbanisation, liée à l'activité touristique (résidence secondaire, camping) qui marque le paysage.

L'activité agricole a progressivement modifié et modelé le paysage de Plomodiern qui est aujourd'hui globalement composé de grandes zones herbagères maillées de haies arbustives et ponctuées d'arbres ou de petits massifs boisés et de zones de terres arables. La qualité du patrimoine naturel de la commune, reconnue tant au niveau local que national, a conduit à ce que l'un des sites emblématique de la commune soit classé au titre de Natura 2000 : site Natura 2000 du "Complexe du Menez Hom-Argol".

D'autres sites participent à la diversité des paysages notamment le long de l'espace littoral qui bénéficie d'éléments emblématiques : falaises de Lestrevet, cordons dunaires, marais de Kervijen. Ces milieux naturels construisent le réseau écologique de la commune, et abritent des habitats naturels et des espèces sauvages. Tous ces milieux forment le réseau écologique et construisent la trame verte et bleue du territoire.

La commune est également dotée d'un potentiel en matière énergétique puisqu'elle dispose d'un parc éolien, installé sur les hauteurs de Menez Quelc'h.

L'extension de l'urbanisation se fera en continuité des parties agglomérées actuelles, c'est-à-dire l'agglomération du bourg et le village littoral. Ces parcelles sont occupées par des milieux cultivés, des prairies pâturées ou friches. Ces zones sont majoritairement réservées pour l'habitat, sauf pour le Sud où la commune envisage de développer son tissu économique." (Commune de Plomodiern – Elaboration du Plan local d'Urbanisme – Rapport de Présentation, mars 2014).

Le territoire communal est couvert par les périmètre de connaissance, protection et/ou gestion du patrimoine naturel suivants : 1 Zone Spéciale de Conservation (ZSC) "Complexe du Menez Hom", 5 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), 1 Espaces Naturels Sensible du Département (le bois de Saint-Gildas). **L'ensemble de ces zones figurent en zones naturelles protégées dans le PLU de 2014.**

6.3 - LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

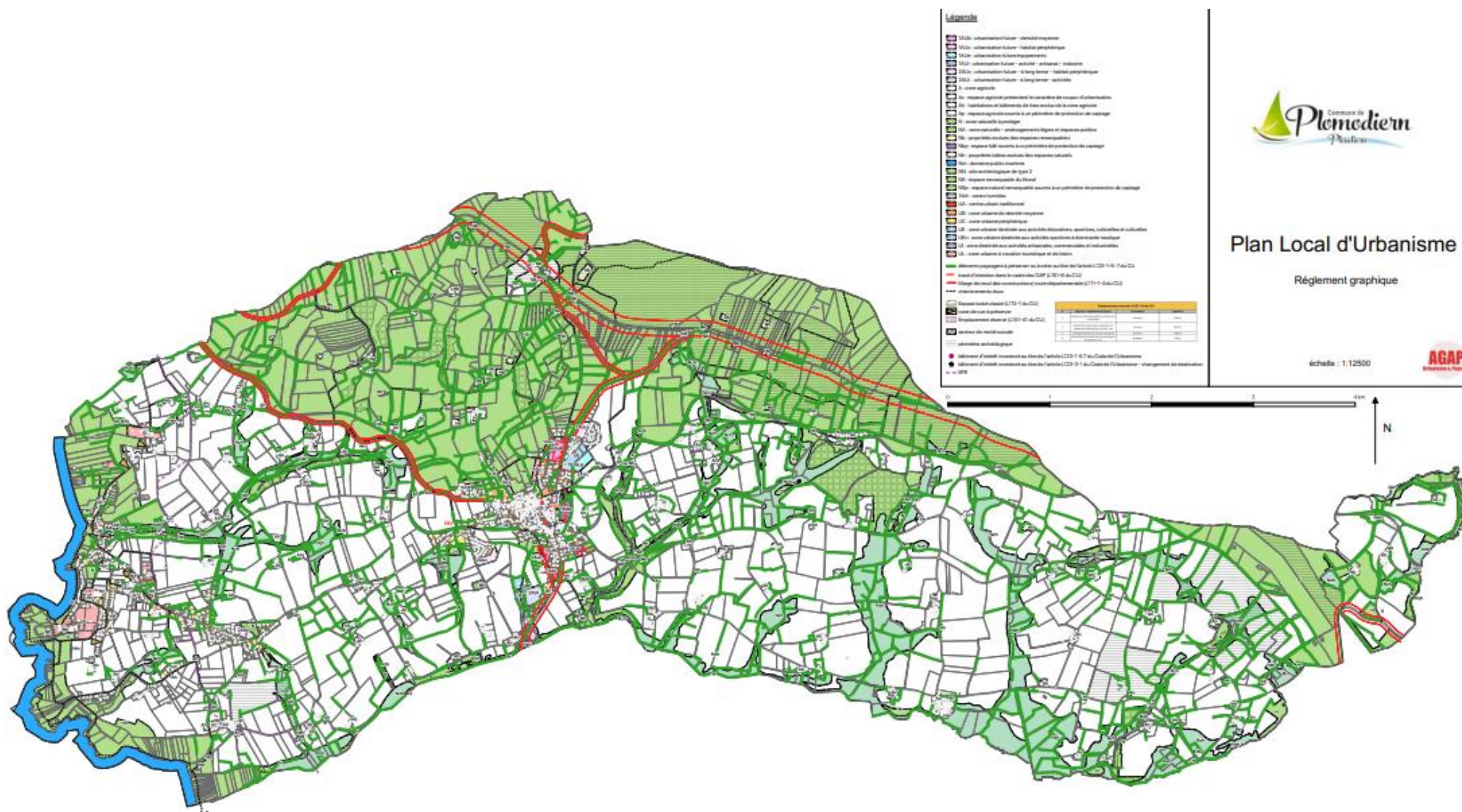
Le règlement de la zone A est ainsi complété. Une grande partie des changements des adaptations aboutissant à la modification du PLU de Plomodiern consiste en la rectification d'erreurs matérielles ou en des mises à jour.

L'essentiel des impacts relève de l'adaptation du PLU à la loi ALUR concernant les bâtiments à usage d'habitation, pour autoriser les extensions et annexes, situés en zone A.

Compte tenu de leur faible impact en terme d'emprise et de pollution induites, les incidences de cette modification sont insignifiantes sur :

- la ressource en eau et en particulier les zones humides et les périmètres de protection de captage en eau potable
- la trame verte et bleue
- le site Natura 2000, Zone Spéciale de Conservation "complexe du Menez Hom"
- le site classé du Menez Hom

ANNEXE : REGLEMENT GRAPHIQUE DU PLU APRES MODIFICATION ALLEE N°1



URBANISME PARTAGE

TANGUY/BESREST/AGAP